

RAPPORT D'ACTIVITES 2017

► Consortium pour la Recherche
Economique et Sociale



Sommaire

► Resume des activites phares en 2017	3	► Forum de la recherche économique et sociale : un cadre de partage et d'échanges sur les résultats de recherche du CRES	17
► le CRES se dote d'une nouvelle identité visuelle	4	► Améliorer les mécanismes de financement du secteur de l'éducation dans les pays de la Confemen. Le CRES sollicite pour son expertise.	18
► Reunion du conseil d'administration du CRES	5	► Le CRES apporte sa contribution à la préparation de la phase II du Plan Sénégal Emergent (PSE).	19
► Validation de la méthodologie et des outils de collecte de la phase II pour l'évaluation des coûts sanitaires du tabagisme au Sénégal	6	► Budgetisation sensible au genre : les experts du CRES à Kampala pour le lancement d'un projet de recherche-action	20
► Identification des thématiques de recherche pour la phase III du projet de recherche dans la lutte antitabac dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	7	► Le CRES participe à la neuvième assemblée plénière du Haut Conseil du Dialogue Social.	21
► Le CRES prend part à la Journée mondiale sans tabac	8	► Le CRES et le CRDI renforcent leur partenariat pour une meilleure prise en charge de la recherche et de la formation en ingénierie avancée en Afrique.	22
► Réflexion sur les thématiques de recherche relatives à la prévention des maladies non transmissibles	9	► Une mission de l'UEMOA pour évaluer les performances du CRES	23
► Consultation régionale sur la mise en œuvre des ODD liés à la santé	10	► Le CRES reçoit la visite du gestionnaire de fonds du projet « Vivre Avec l'Eau »	24
► Le PAPA, un Projet d'appui aux politiques agricoles	11	► Atelier de formation sur le thème « Inégalités, Pauvreté, et Croissance »	24
► Formation des enquêteurs pour la préparation de la collecte de données sur les entreprises de fabrication artisanale et de maintenance du matériel agricole au Sénégal	12	► La CRES organise, en partenariat avec l'IRD, une conférence internationale sur les dynamiques de pauvreté et l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté.	25
► Réflexion sur les stratégies d'analyse des thématiques du PAPA	13	► le CRES abrite un atelier du projet « ZERO FAIM »	26
► Une mission de prospection du PAPA sur le terrain	14	► Le CRES fête la Journée de la Femme.	29
► Le CRES s'engage dans la mise en oeuvre du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) de 2ème génération.	15	► CRES respecte la tradition de partage et de solidarité du Ramadan.	30
► Atelier d'apprentissage annuel du programme Building Resilience and Adaption to Climate Extremes and Disasters (BRACED)	16	► Gouvernance et Performances Organisationnelles	31
► Atelier de partage de l'évaluation qualitative et prospective du programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) au Sénégal	16		



Cette publication a été réalisée grâce à une subvention du Centre de Recherches pour le Développement international (CRDI) dans le cadre de l'Initiative Think Tank.

Directeur de publication
Pr Abdoulaye DIAGNE

Rédacteur en chef
Boubacar DIAO

Coordonateur de la rédaction
P.Cheikh S. Sakho DJIMBIRA

Assistant de rédaction
Michel FAYE

L'année 2017 a été marquée par plusieurs activités dont les plus importantes portent sur la santé et l'agriculture

Dans le domaine de la santé. Depuis 2009, le CRES conduit un projet de recherche-action dans la lutte contre le tabagisme dans les pays de la CEDEAO. Après une première phase qui a permis d'informer les décideurs sur la situation du tabagisme en Afrique de l'Ouest, notamment sur l'inefficacité de la fiscalité appliquée, la seconde phase (en cours) est principalement axée sur la recherche avec comme objectif principal la production d'évidences en faveur d'un changement de politiques fiscales dans la région. C'est dans ce cadre que le CRES a organisé en 2017 deux ateliers, portant l'un sur le lancement de la recherche sur l'évaluation des coûts sanitaires du tabagisme au Sénégal et l'autre, sur les l'identification des thématiques de recherche dans la lutte antitabac dans la région CEDEAO.

Le CRES s'est aussi investi dans la recherche sur la prévention des maladies non transmissibles. Un atelier a été organisé en mars 2017 pour la détermination de thématiques de recherche sur les meilleurs systèmes de production alimentaire permettant de prévenir les maladies non transmissibles dans les régions Afrique de l'Ouest et du Centre. L'intérêt, pour la santé des populations, justifie la participation du CRES à la consultation régionale sur la mise en œuvre des ODD liés à la santé.

Dans le domaine de l'agriculture. En 2017, les activités du CRES dans le domaine de l'agriculture se sont déroulées dans le cadre du Projet d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA), et ont porté essentiellement sur l'analyse des investissements privés dans le secteur des intrants et sur l'analyse de l'efficacité et de l'efficacité des politiques sur les engrais et les semences. Deux sessions de formation ont été organisées pour la préparation de ces activités : l'une était dédiée aux enquêteurs pour la préparation de la collecte de données sur les entreprises d'importation et de distribution d'engrais et celles de distribution de matériel agricole au Sénégal, et l'autre, à la formation des enquêteurs pour la préparation de la collecte de données sur les entreprises de fabrication artisanale et de maintenance du matériel agricole au Sénégal. Les stratégies d'analyse ont également fait l'objet d'une rencontre pendant la période. Son expertise dans le domaine de l'agriculture a aussi valu au CRES d'être recruté par la Direction de l'Analyse, de la Prévention et des statistiques (DAPSA) pour la finalisation du Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASAN).

Autres activités

Outre les activités ci-dessus, les chercheurs et techniciens du CRES ont pris part en 2017 à de nombreuses rencontres qui leur ont permis de partager leur expertise. Ce fut le cas lors :

- d'un atelier qui s'est déroulé à Entebbe, en Ouganda, sur les stratégies d'amélioration de la résilience aux chocs climatiques dans le cadre du projet « Vivre avec l'Eau » ;
- de la seconde édition du Forum de la recherche économique et sociale, vitrine des résultats de la recherche de l'institution ;
- d'un séminaire international sur le financement de l'éducation, organisé à Rabat, à l'initiative de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Confemem) ;
- d'un atelier organisé par la Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques (DGPPE), pour les besoins d'une série d'études, dans le cadre du processus de préparation de la phase 2 du Plan Sénégal Emergent (PSE) ;
- d'un atelier tenu à Kampala, pour le lancement d'un projet de recherche-action sur la budgétisation sensible au genre (BSG).

Changement de logo

Précédent logo



Nouveau logo



Renouvellement du site web

La refonte du site Internet du CRES a consisté à changer son apparence visuelle et ses fonctionnalités, pour en faire un outil dans l'air du temps et répondant aux nouvelles problématiques numériques. Pour rappel, l'ancien site web a été développé en 2005. Compte tenu de l'évolution de l'Internet et du numérique, il était devenu obsolète. Aussi, le nouveau site web est-il conçu à partir des logiciels de dernière génération, mieux adaptés aux différents usages des internautes d'aujourd'hui. Il a été pensé pour procurer un meilleur plaisir de navigation aux visiteurs, ainsi qu'une meilleure lisibilité et plus de convivialité. Une place plus importante est donnée aux contenus audiovisuels. Enfin, le site offre une meilleure organisation et un meilleur accès aux documents scientifiques.



REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CRES - Mai 2017 -

Le Conseil d'administration du CRES s'est réuni le 25 mai 2017 autour de l'ordre du jour suivant :

- Adoption du PV du Conseil d'Administration du 31 mai 2016 ;
- Arrêté des comptes au 31 décembre 2015 ;
- Adoption du rapport d'activités annuel 2016 ;
- Adoption du plan d'opération et du budget annuel de 2017 ;
- Question diverses.

Les membres du Conseil d'administration en pleine réunion.



■ Validation de la méthodologie et des outils de collecte de la phase II pour l'évaluation des coûts sanitaires du tabagisme au Sénégal



Quelques participants à l'atelier

Le partage de la méthodologie de recherche soumise par le CRES a suscité un débat sur plusieurs aspects, ce qui a favorisé l'appropriation du projet, et le recueil d'avis et suggestions pour bien réussir la mission. L'essentiel des recommandations a porté sur le choix des structures sanitaires à inclure dans la recherche, sur la sélection des pathologies liées au tabagisme, sur l'utilisation de supports adaptés à l'environnement hospitalier et sur l'implication du personnel hospitalier dans l'enquête qui sera menée, afin d'accroître les chances d'obtenir des données fiables.

Le CRES a organisé le 31 janvier 2017, un atelier de lancement de la recherche sur l'évaluation des coûts sanitaires du tabagisme au Sénégal. L'objectif était de partager la méthodologie de recherche sur les coûts sanitaires du tabagisme, sur les outils et l'organisation de la collecte des données afin de recueillir les suggestions des différents participants.

Étaient présents à cette rencontre des représentants du ministère de la Santé et de l'Action Sociale, du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), de l'Assemblée Nationale, de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la société civile ainsi que les structures sanitaires impliquées dans cette recherche.

■ Identification des thématiques de recherche pour la phase III du projet de recherche dans la lutte antitabac dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Ces dernières années, l'environnement de la lutte antitabac a beaucoup évolué dans les pays de la CEDEAO. Des programmes nationaux de lutte antitabac sont mis en place, et de nouvelles lois votées dans certains pays. Des projets de loi sont en cours dans d'autres pays. Les nouvelles lois portent principalement sur les articles de la convention-cadre de lutte antitabac relatifs à l'interdiction de fumer dans les espaces publics, l'obligation d'apposer des avertissements sanitaires sur les paquets de cigarettes, la réglementation des produits (publicité et promotion, conditionnement et étiquetage, etc.).

Ces différentes dispositions ne sont pas simples à implémenter. La recherche pourrait contribuer à éclairer davantage les actions à entreprendre à travers une démarche inclusive. C'est dans ce sens que le CRES a organisé, le mardi 14 mars 2017, un atelier de réflexion autour des thématiques de recherche à entreprendre dans cette nouvelle configuration de la lutte antitabac dans la région CEDEAO.

A l'issue de l'atelier, il était attendu que des thématiques pertinentes de recherche sur la lutte antitabac soient identifiées et que le cadre, les stratégies et les partenariats pour la recherche soient définis. L'atelier a réuni les personnes ressources des différentes institutions intervenant dans la lutte antitabac au Sénégal.





Mme le Préfet prononçant son allocution

■ Le CRES prend part à la Journée mondiale sans tabac.

Le CRES a pris part à la journée mondiale sans tabac organisée par le Programme national de lutte antitabac du ministère de la Santé et de l'Action sociale, en partenariat avec la Ligue Sénégalaise de la Lutte Antitabac (Listab) dont il est membre. Le thème retenu en 2017 par l'Organisation Mondiale de la Santé est : «Le tabac, une menace pour le développement ». Ont pris part à cette rencontre, au nom du CRES, le Pr. Abdoulaye DIAGNE, M. Pape Yona MANE et Mme Kadidia BA DIOUF.

L'évènement s'est déroulé le 31 mai 2017 à la salle des fêtes de la Mairie de Rufisque, en présence de nombreux chefs de services, d'élus locaux, d'élèves, de représentants de l'OMS

et de la société civile. Sous la présidence du Sous-préfet de Rufisque-Est, et à la suite des discours protocolaires des autorités, l'auditoire a assisté à des échanges sur différents sujets en rapport avec le thème, dans le cadre d'un panel entre experts. Parmi les panélistes, Pape Yona MANE est intervenu au nom du CRES sur les mécanismes de taxation innovants pour le financement de la Couverture Maladie Universelle (CMU) au Sénégal.

Le Programme national de lutte contre le tabac (PNLT) a fait un exposé sur la situation du tabagisme au Sénégal. Un débat riche d'enseignements s'en est suivi, et des engagements pris de la part des autorités et des représentants de la société civile pour accompagner cette noble cause qui vise à protéger les populations des effets néfastes du tabagisme.

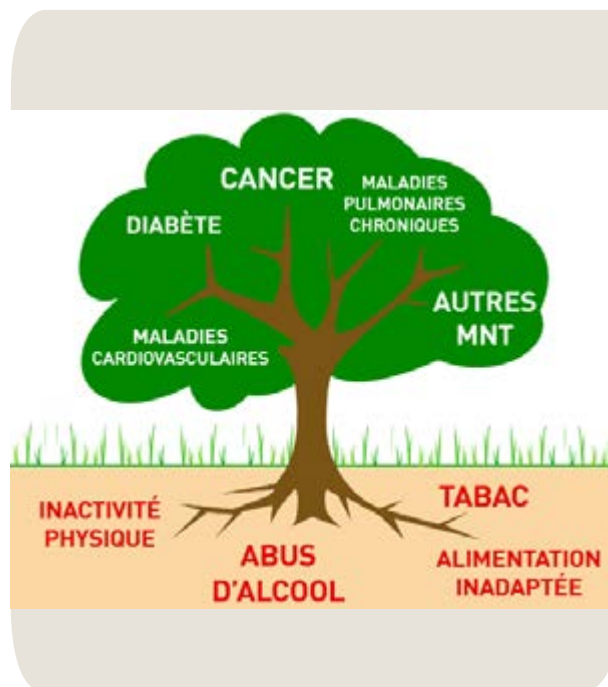
■ Réflexion sur les thématiques de recherche relatives à la prévention des maladies non transmissibles

Les maladies non transmissibles (MNT) constituent un sérieux problème de santé publique en Afrique subsaharienne. Au Sénégal, elles représentent les premières causes de mortalité. Cependant, leur prévention est rarement inscrite sur l'agenda de la santé publique. C'est pour cette raison que le CRES, en collaboration avec ses partenaires au développement, a entrepris une réflexion sur les thématiques de recherche relatives à la prévention des maladies non transmissibles.

L'atelier organisé à cet effet en mars 2017, sous la coordination du CRES, a abordé différentes thématiques de recherche pouvant aider à identifier les meilleurs systèmes de production alimentaire permettant de prévenir les maladies non transmissibles dans les régions Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'objectif de l'atelier était d'identifier des thématiques de recherche permettant d'agir sur les systèmes de production alimentaires afin de prévenir les maladies non transmissibles dans les régions Afrique de l'Ouest et du Centre. Plus spécifiquement, il s'agissait d'explorer le lien entre la santé et l'alimentation afin de déterminer les moyens de :

1. sensibiliser les populations à manger sainement ;
2. mettre à disposition des produits sains et sûrs à des prix abordables ;
3. gérer la production, la transformation et la distribution d'aliments de manière efficace avec le moins d'impact possible sur la santé des populations.



Au terme de l'atelier, les résultats suivants étaient attendus :

- des thématiques pertinentes de recherche sur la prévention des maladies non transmissibles par les systèmes alimentaires sont identifiées ;
- des thématiques de recherche sur la sensibilisation des populations à consommer des aliments sains sont clarifiées ;
- des thématiques de recherche sur les voies et moyens pour mettre à disposition des produits sains et sûrs à des prix abordables sont définies ;
- des thématiques de recherche sur la gestion de la production, de la transformation et de la distribution d'aliments de manière efficace avec le moins d'impact possible sur la santé des populations sont mises en évidence ;
- le cadre et les stratégies de recherche sont déterminés.



Photo de groupe des participants

■ Consultation régionale sur la mise en œuvre des ODD liés à la santé

Afin de discuter des occasions et des défis relatifs aux ODD, des représentants d'institutions de recherche sur les politiques, de ministères de la Santé et d'organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis à Dakar, les 2 et 3 mai 2017. Cette consultation régionale, animée conjointement par le CRES, le CRDI et l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), a été l'occasion de discuter de la mise en œuvre des ODD liés à la santé dans l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest, et du rôle des institutions de recherche sur les politiques, en vue de favoriser la réalisation des ODD.

La consultation s'est fixé les objectifs suivants :

- étudier l'état d'avancement de la mise en œuvre des ODD en Afrique de l'Ouest, en particulier, en ce qui a trait aux objectifs et aux cibles liés à la santé ;
- étudier les possibilités dont disposent les institutions de recherche de la région, en ce qui concerne l'intégration des ODD liés à la santé dans les politiques ;
- déterminer, d'une part, l'engagement potentiel et réel des acteurs de la société civile qui sont fréquemment exclus, tels que les femmes, les jeunes et les minorités, dans la mise en œuvre et

la surveillance des ODD et, d'autre part, le rôle potentiel et réel des institutions de recherche et celui d'autres intervenants dans la promotion et la facilitation de cet engagement.

- explorer les points de vue des intervenants à l'échelle régionale et nationale (particulièrement les représentants des organismes officiels ayant pour mission de superviser la mise en œuvre des ODD) au sujet des rôles (potentiels et réels) et de la valeur ajoutée des institutions de recherche sur les politiques, en ce qui concerne la mise en œuvre et la surveillance des ODD liés à la santé ;
- établir des mécanismes ou des plateformes afin que les parties prenantes, y compris les institutions de recherche sur les politiques, puissent collaborer avec d'autres acteurs, et faire progresser la mise en œuvre et la surveillance des ODD liés à la santé.

La consultation de Dakar a incontestablement été une réussite car, outre la création de groupes de travail pour poursuivre la réflexion, elle s'est achevée par le lancement de l'« appel de Dakar », pour la création d'une coalition régionale pour l'atteinte des ODD liés à la santé, ratifié par l'ensemble des parties prenantes.

■ Le PAPA, un Projet d'appui aux politiques agricoles

Le Projet d'appui aux politiques agricoles (PAPA) est une initiative du Gouvernement du Sénégal financé par l'USAID-Sénégal, dans le cadre de l'initiative « Feed The Future » et mise en œuvre pour une période de trois ans (2015 – 2018) par le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural avec l'appui de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI). Ses objectifs sont au nombre de cinq.

1. Améliorer les capacités nationales en termes de recherche, d'analyse et de communication des politiques
2. Encourager l'adhésion des acteurs au processus d'élaboration et leur appropriation des politiques agricoles
3. Promouvoir une formulation, une mise en œuvre et un suivi-évaluation des politiques agricoles basés sur des preuves
4. Faciliter une mise en œuvre et un suivi-évaluation efficaces et durables des politiques agricoles
5. Assurer une bonne communication des résultats du projet

Dans le cadre du PAPA, les missions du CRES sont :

- l'analyse des investissements privés dans le secteur des intrants ;
- l'analyse de l'efficacité et de l'efficacités des politiques sur les engrais, les semences et la mécanisation.

Pour la mise en œuvre de ses missions, le CRES a organisé une série de rencontres, dont des ateliers de formation à l'intention de ses enquêteurs. Cette formation entre dans le cadre de l'objectif 3, qui vise à relever le niveau des investissements publics et privés dans l'agriculture par la création d'un système performant de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques agricoles basées sur des preuves.

La première formation visait la préparation de trois enquêtes :

- l'enquête sur les entreprises d'importation et de distribution de matériel agricole au Sénégal ;
- l'enquête sur les entreprises d'importation et de distribution d'engrais au Sénégal ;
- l'enquête sur l'entreprise de fabrication de distribution d'engrais au Sénégal.

La seconde formation entrait dans le cadre de la préparation de l'enquête sur les entreprises artisanales de fabrication et de maintenance de matériels agricoles.



La présentation des enquêtes

■ Formation des enquêteurs pour la préparation de la collecte de données sur les entreprises de fabrication artisanale et de maintenance du matériel agricole au Sénégal

Dans le cadre du Projet d'Appui aux Politiques Agricoles (PAPA), des experts du CRES, avec à leur tête Mme Maïmouna Lo Guèye, coordonnatrice du projet, ont reçu dans les locaux de la mairie de Grand Yoff, 35 enquêteurs pour les former à collecter les données sur l'investissement privé dans les entreprises de fabrication et de maintenance du matériel agricole au Sénégal.

Pour appuyer Mme Guèye dans cette mission, d'autres experts du CRES participent à cette formation, parmi lesquels, Dr Ousmane Sokhna,

Mme Soukeyna Diallo, M. Mouhamed Abdoulaye Seck, tous trois économistes, mais également deux statisticiens, M. Ekoué Kouevidjin et M. Kossi Toulassi.

Au terme de cette formation qui a duré du 19 au 20 septembre, seuls 29 enquêteurs ont été retenus parmi les 35. Cette enquête qui s'adresse aux artisans et maîtres artisans, sera menée dans 41 départements sur les 45 que compte le Sénégal, pour une durée de 12 jours.

■ Réflexion sur les stratégies d'analyse des thématiques du PAPA

Du 12 au 13 octobre 2017, l'équipe de recherche du PAPA a organisé un atelier réunissant les membres des équipes d'analyse, sous la présidence du Pr Abdoulaye Diagne, Directeur exécutif du CRES.

La rencontre a porté sur les stratégies d'analyse des différentes thématiques du projet. Quatre thématiques ont été soulevées lors de la rencontre :

1. la compétitivité des fruits et légumes : production et transformation ;
2. le secteur de l'engrais au Sénégal ;
3. le secteur de la mécanisation ;
4. les options stratégiques.

Ont participé à la rencontre, outre le CRES, l'ISRA/BAME, l'IFPRI et la DAPSA. Pour rappel, c'est le CRES qui a la charge de diriger les études relatives aux thématiques sus-mentionnées.

Au terme de la rencontre, une feuille de route a été établie, dans laquelle les différentes activités ont été définies et planifiées.



■ Une mission de prospection du PAPA sur le terrain

Dans le cadre du Projet d'appui aux politiques agricoles (PAPA), le CRES a mené une mission de terrain du 17 au 20 juillet, conduite par Mme Soukeyna Diallo et M. Mouhamed Abdoulaye Seck, tous deux doctorants au CRES.

Cette mission consistait dans un premier temps à repérer et à identifier les fabricants et maintenanciers de matériels agricoles, puis à tester et stabiliser le questionnaire destiné à ces derniers. Deux (2) axes ont été choisis pour la conduite de la mission : l'axe Thiés-Tivaoune et l'axe Saint-Louis-Podor.

La mission s'est entretenue avec M. Ousmane Diouck, un artisan propriétaire d'un grand atelier à Rao, un village situé dans la commune de Gandon. M. Ndiouck s'active dans la fabrication de matériels agricoles tels que les houes occidentales, les charrues, les presses à huile et les décortiqueuses à arachide. Il évolue également dans la réparation et l'entretien de mini tracteurs, de moissonneuses, de semoirs, entre autres.

La mission a également rendu visite à M. Abdoulaye Fall, un maître-artisan qui évolue dans la fabrication et la maintenance de matériels agricoles. Parmi les matériels agricoles qu'il produit, figurent entre autres le moulin à mil, la batteuse à riz et la décortiqueuse à riz. M. Fall assure également la maintenance et l'entretien de gros engins, parmi lesquels des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et des matériels de travail de sol (labours, offsets et billonneuses).

En plus d'avoir permis d'échanger avec des acteurs de terrain expérimentés dans la fabrication et la maintenance de matériels agricoles, cette mission de terrain a permis de mieux comprendre les enjeux liés à l'outillage agricole et à sa modernisation.



L'atelier du PENIASAN

■ Le CRES s'engage dans la mise en oeuvre du Plan national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) de 2ème génération.

Le PNIASAN est une déclinaison opérationnelle du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) à travers son Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), des déclarations de Maputo de 2003 et 2014, de l'Agenda 2030 des Nations Unies dénommé Objectifs de Développement Durable (ODD) et du Plan Sénégal émergent (PSE). Il couvre l'ensemble du secteur agro-sylvo-pastorale et halieutique du Sénégal, et son champ d'intervention intègre la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il s'intéresse également aux investissements dans les autres secteurs du développement national, notamment ceux ayant une interaction forte avec le secteur agricole, comme le commerce, l'industrie, l'éducation et la formation professionnelle, l'énergie, les infrastructures, etc.

Le CRES accompagne la Direction de l'Analyse, de la Prévention et des Statistiques Agricoles (DAPSA) dans la mise en oeuvre de la 2ème génération du Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN).

A ce titre, il a participé les 22 et 23 décembre 2017, à un atelier organisé avec l'appui de bailleurs tels qu'AFRICALED, la FAO et le PAPA. Cette retraite avait pour objectif de renseigner les fiches de projets PNIASAN par le comité technique. L'enjeu pour le CRES, à l'issue de la retraite, était de disposer de ces fiches correctement renseignées, afin de permettre le démarrage des activités. Cet atelier a réuni le comité technique du PNIASAN composé de représentants de plusieurs Ministères et Directions. A noter que c'est le CRES qui avait élaboré le document technique du PNIAN-I en 2011.

■ Atelier d'apprentissage annuel du programme Building Resilience and Adaption to Climate Extremes and Disasters (BRACED)



Mme Nafissatou Sow Baldé

Du 19 au 24 février 2017, Nafissatou Sow Baldé (CRES), Stephan Senghor (Groupe Senghor), Malick Diagne (BG Ingénieurs Conseil), Cheikh Aliou Bèye (EVE) représentants du projet « Vivre avec l'eau » du CRES ont participé au 2ème atelier d'apprentissage annuel organisé par le programme Building Resilience and Adaption to Climate Extremes and Disasters (BRACED) à Entebbe, en Ouganda.

Cette rencontre a été une occasion pour les 108 organisations travaillant dans 15 consortiums au niveau de 13 pays de partager les expériences et leçons apprises, conformément au thème de l'atelier « Building Résilience from the ground up: What have we learned so far ? ». Les stratégies pour améliorer la résilience aux chocs climatiques ainsi que les réalisations du programme BRACED ont été discutés durant les séances plénières, les sessions parallèles thématiques, et les groupes de travail.

■ Atelier de partage de l'évaluation qualitative et prospective du programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) au Sénégal

Mme Penda Fofana a pris part, au nom du CRES, à un atelier organisé le 28 février 2017 par la Délégation Générale à la protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSN), en partenariat avec la FAO pour intégrer les mesures de protection sociale et le renforcement de la résilience des ménages au Sénégal.

L'atelier avait pour but d'étudier la possibilité pour le Programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF) de soutenir les moyens de subsistances et les activités génératrices de revenus des ménages ruraux, et de prouver que le PNBSF a pu faciliter des changements de comportements et de pratiques parmi les ménages boursiers et au sein de la communauté.



Mme Penda Fofana



■ Forum de la recherche économique et sociale : un cadre de partage et d'échanges sur les résultats de recherche du CRES

Le CRES et la Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques (DGPPE) ont co-organisé, en avril 2017, la seconde édition du Forum de la recherche économique et sociale dont le thème général était « Plan Sénégal Emergent face au défi de la croissance inclusive ». Ont pris part à ce forum environ 200 personnes dont des décideurs publics (autorités et techniciens), des représentants du secteur privé, des représentants de la société civile, des partenaires techniques et financiers, des journalistes, des chercheurs sénégalais et étrangers appartenant à différentes institutions, et des étudiants.

Le forum visait principalement à :

- créer un espace d'échanges entre les chercheurs des institutions de recherche du Sénégal et d'ailleurs, les décideurs publics et privés et les partenaires techniques et sociaux sur les résultats de recherche en rapport avec les politiques mises en œuvre, ou à concevoir dans le cadre du Plan Sénégal Emergent ;

- éclairer les décideurs publics et privés sur des orientations politiques possibles dans les différents domaines de la vie économique ;

- identifier les axes à approfondir et les nouvelles thématiques à étudier en tenant compte des préoccupations du Plan Sénégal émergent mais aussi des problématiques nouvelles de l'économie nationale et régionale ;

- identifier les axes de collaboration possibles entre les chercheurs, les décideurs, les acteurs privés et la société civile en vue de dresser un agenda de recherche autour du PSE ;

- renforcer les relations partenariales entre les chercheurs des différentes structures de recherche, les institutions publiques et privées, et les partenaires techniques et financiers ;

- appuyer la publication des documents de recherche, notes de politiques et les actes du forum.



■ Améliorer les mécanismes de financement du secteur de l'éducation dans les pays de la Confemen. Le CRES sollicité pour son expertise.



Le Pr Diagne présentant sa communication

Une équipe du CRES a participé à un séminaire international sur le financement de l'éducation, organisé du 5 au 7 décembre 2017 à Rabat, à l'initiative de la Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN). Celle-ci était composée du professeur Abdoulaye Diagne, de Dr Salimata Faye, de Dr François Seck Fall et de Mme Dieynaba Diack.

Organisée en collaboration avec le Ministère de l'éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du Maroc, la rencontre a réuni plus de 200 participants dont une vingtaine de ministres de l'éducation, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et des organisations internationales. L'objectif du séminaire était de proposer les voies les plus pertinentes pour renforcer et améliorer les mécanismes de financement du secteur de l'éducation.

Le CRES a été désigné pour accompagner la CONFEMEN dans la rédaction de l'exposé de cadrage, mais également dans le choix des thématiques des différents ateliers et surtout la rédaction du « Message de Rabat », une charte devant servir de plaidoyer pour la mise en place des recommandations du séminaire.

L'organisation de ce séminaire a été décidée lors de la 57e Conférence ministérielle de la CONFEMEN, tenue à Libreville au Gabon en avril 2016, eu égard aux enjeux liés à la réalisation de l'Objectif de Développement durable, notamment, celui du financement qui conditionne en grande partie la réussite des politiques d'éducation.

Outre les ministères d'éducation des pays membres, ont pris part à la rencontre, les représentants des ministères des finances, des organismes internationaux (BAD – FMI – ONG – Banque Islamique, Société Civile, Plan International, associations des parents d'élèves, etc).

■ Le CRES apporte sa contribution à la préparation de la phase II du Plan Sénégal Emergent (PSE).

Une équipe d'experts du CRES a assisté, le 20 décembre 2017, à un atelier organisé par la Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques (DGPPE), pour les besoins d'une série d'études, dans le cadre du processus de préparation de la phase II du Plan Sénégal Emergent (PSE). L'équipe était composée de MM. Abdoulaye Diagne, François Joseph Cabral, Yaya KY et Mme Fatou Cissé.

Lors de cet atelier, il s'est agi de valider des travaux scientifiques effectués par des institutions de recherche, sur des thématiques dont l'analyse était susceptible d'aider à une meilleure formulation du deuxième plan d'action prioritaire du PSE (2019-2023). Deux rapports d'étude ont été présentés : le premier, portant sur l'entrepreneuriat et l'employabilité des jeunes au Sénégal ; le second, réalisé par le CRES, portant sur la productivité de la main-d'œuvre au Sénégal de 1990 à 2010.



Les participants suivant l'intervention du Pr Diagne

■ **Budgétisation sensible au genre : les experts du CRES à Kampala pour le lancement d'un projet de recherche-action**



Du 24 au 26 octobre 2017, s'est tenu à Kampala, l'atelier de lancement d'un projet de recherche-action sur la budgétisation sensible au genre (BSG), financé par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI). Le Sénégal et l'Ouganda sont les seuls bénéficiaires de ce projet en Afrique. Dans ces deux pays, les institutions retenues, sont respectivement le CRES et l'Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE).

Le projet a démarré en août 2017 et s'étalera sur une durée de 18 mois. L'objectif pour le CRES est de proposer un cadre budgétaire thématique qui intègre la dimension genre à l'horizon 2019. L'idée est de tester dans un premier temps ce cadre établi au Sénégal, auprès des ministères de l'agriculture et de l'énergie, puis de le généraliser dans l'espace UEMOA.

L'approche adoptée permettra aux chercheurs de partager leurs expériences et leurs connaissances en BSG dans un format d'apprentissage. Le renforcement des capacités et le partage des

connaissances constituent un volet important du projet. L'atelier marque le début d'une collaboration entre l'ACODE et le CRES et permettra aux deux institutions d'identifier et/ou de développer et consolider la complémentarité entre leurs méthodologies respectives. Ce processus devrait être étroitement lié au plan d'action arrêté par chaque organisation, pour une meilleure mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'exécution du projet. Très prochainement, les deux institutions devront travailler ensemble à travers des webinaires sur les méthodologies adoptées.

Le CRES a été représenté par son directeur exécutif, le professeur Abdoulaye Diagne, Mmes Fatou Cissé et Founty Fall. L'équipe du CRES a reçu l'appui d'une délégation ministérielle composée de Mme Khady Ndao Diagne, du ministère des finances et ancienne directrice du budget, et de M. François Daour Guèye du ministère de la famille de la femme, de la famille et du genre.

■ Le CRES participe à la neuvième assemblée plénière du Haut Conseil du Dialogue Social.

Les professeurs Abdoulaye Diagne et Abdoulaye Sakho du CRES ont participé à la neuvième assemblée plénière du Haut Conseil du Dialogue Social (HCDS) qui s'est déroulée du 21 au 24 août 2017. La rencontre placée sous le thème «Le dialogue, un mécanisme de contribution à la formulation des objectifs de développement économique et social et un outil d'accroissement de l'impact socio-économique des entreprises multinationales », a également été l'occasion de réfléchir sur l'impact socioéconomique des sociétés multinationales et du dialogue social, tout en abordant une réflexion sur des perspectives d'exploitation des ressources minières du Sénégal.

Dans la perspective d'atteindre les objectifs de croissance durable, d'éradication de la pauvreté et de développement humain définis dans la Plan Sénégal Emergent (PSE) à l'horizon 2035, la présidente du Haut Conseil, Mme Innocence Ntap

Ndiaye, n'a pas manqué d'insister sur le fait que la réalisation de ces objectifs requiert un climat social apaisé. Pour ce faire, il faut également prendre conscience, selon elle, du fait que dans un «environnement marqué par une conjugaison de facteurs multiples, complexes, changeants à mutation rapide, il est souhaitable de disposer d'outils de modélisation pour des décisions appropriées ».

C'est précisément dans cette optique que s'est inscrite la proposition du CRES à travers les interventions des professeurs Diagne et Sakho qui ont fait le point sur les récents développements de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). En choisissant ce thème, le Haut Conseil du Dialogue Social a voulu montrer que le dialogue est un pilier essentiel, ainsi qu'un instrument puissant de conception et de mise en œuvre des objectifs de développement.



Mme Innocence Ntap Ndiaye



■ Le CRES et le CRDI renforcent leur partenariat pour une meilleure prise en charge de la recherche et de la formation en ingénierie avancée en Afrique.

Le CRES a organisé, le jeudi 11 mai 2017 à Dakar, en partenariat avec le CRDI, un atelier de restitution du rapport préliminaire sur « Recherche et formation en ingénierie avancée en Afrique de l'Ouest et du Centre ».

L'objectif était de recueillir les résultats obtenus sur la situation de la formation des ingénieurs et leur insertion professionnelle dans les cinq pays où cette étude a été menée : Ghana, Nigéria, Cameroun, Gabon et Sénégal. Il s'est agi, précisément, de partager la méthodologie de recherche, les données collectées et les résultats obtenus. Plus globalement, la rencontre a permis de lister les difficultés auxquelles les pays africains sont confrontés, pour assurer une meilleure prise en charge de la recherche et de la formation en ingénierie.

En s'appuyant sur l'enquête menée par le CRES dans plusieurs pays africains, le Pr Abdoulaye Diagne a relevé des problèmes au nombre desquels : le déficit d'offre de formation en ingénierie, la faible qualité de l'offre de formation, le peu d'implication des entreprises, les fortes disparités de genre, un déficit de personnels techniques et d'enseignants, le manque d'équipement, le peu d'intérêt du secteur privé, le faible niveau en anglais des ingénieurs formés en Afrique francophone, une formation qui privilégie des ingénieurs de conception, etc. Enfin, le Pr Diagne a rappelé le rôle majeur que la recherche doit jouer pour relever ces défis.



■ Une mission de l'UEMOA pour évaluer les performances du CRES



M. Sy, le consultant mandaté par l'UEMOA, entouré des experts du CRES

Le CRES a reçu le mercredi 12 juillet une mission d'évaluation conduite par M. Mohamadou Sy dans le cadre du Programme d'Appui et de développement des centres d'excellence régionaux (PACER). Le PACER est un instrument de promotion des institutions de recherche des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Il accompagne le CRES ainsi que d'autres centres de recherche d'Afrique de l'Ouest afin qu'ils obtiennent le label centres d'excellence régionaux de l'UEMOA.

La mise à niveau du CRES, entamée depuis 2012, a pris fin en 2015. A noter que cette exigence d'excellence est une préoccupation du CRES qui s'est doté dès 2013, d'un plan stratégique ambitieux afin d'accéder au rang de centre de référence au niveau régional et international.

C'est précisément pour évaluer les progrès réalisés dans cette quête d'excellence que la mission d'évaluation a été reçue au CRES. Plusieurs rencontres ont été organisées entre l'évaluateur, la direction du CRES, les chercheurs, les directions et services, ainsi que les doctorants.

■ Le CRES reçoit la visite du gestionnaire de fonds du projet « Vivre Avec l'Eau »



M. Charles Appleton

Les 24 et 25 Juillet 2017, le CRES a reçu M. Charles Appleton, gestionnaire de fonds du projet «Vivre Avec l'Eau», un projet exécuté par le CRES depuis 2015 et financé par la Grande Bretagne. Ce projet a pour objectif de contribuer à améliorer la résilience aux inondations de 860 000 personnes vivant dans 10 communes de Dakar.

Cette visite de M. Appleton, rythmée par différentes réunions avec les partenaires du projet et par une visite de terrain, avait pour but de faire le point sur l'état d'avancement des activités d'infrastructures et de valider la stratégie de communication du projet. La visite a été aussi une occasion pour le CRES, d'échanger avec lui sur différents aspects administratifs et financiers liés au projet.

■ Atelier de formation sur le thème « Inégalités, Pauvreté, et Croissance »

Du 12 au 13 septembre 2017, un atelier de formation organisé par le CRES en partenariat avec le l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), dans le cadre du programme Nopoor, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par le CRES. La rencontre qui s'est déroulée sur deux jours, regroupait des chercheurs de plusieurs institutions, CRES, IRD, IPAR, UCAD, ENSAE, DGPPE, autour du thème : Inégalités, pauvreté et croissance.

L'objectif de cette rencontre était, d'une part, de renforcer les connaissances des participants sur la relation entre les inégalités, la pauvreté et la croissance, et d'autre part, de leur fournir des outils opérationnels d'analyse, dans le but de produire de la recherche utile à la prise décision. Pour ce faire, la formation a porté, dans un premier temps, sur la corrélation entre les inégalités, la croissance et la pauvreté. Puis il s'est agi d'interroger les raisons pour lesquelles les inégalités freinent la croissance, et le rôle que doivent jouer les pouvoirs publics.

Dans la seconde partie de la session, la question des inégalités a été abordée : inégalités de revenu, inégalités de patrimoine, inégalités sociales, puis celle des disparités dans les priorités des politiques publiques (fiscalité, dépenses publiques).

■ La CRES organise, en partenariat avec l'IRD, une conférence internationale sur les dynamiques de pauvreté et l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté.



Photo de groupe des participants

Une conférence internationale sur le thème : « Les dynamiques de pauvreté et l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté » a été organisée dans le cadre du projet Nopoor le 14 septembre 2017 à l'initiative du CRES, en partenariat avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Elle a regroupé des chercheurs, des décideurs politiques, des représentants d'institutions internationales, membres de la société civile, etc.

D'éminentes personnalités, à l'instar de l'ancien premier ministre Mamadou Lamine Loum, du professeur Amsatou Sow Sidibé, de M. Pierre Ndiaye Directeur Général de la DGPPE, ainsi que des personnalités du monde politique et universitaire, y ont pris part. L'objectif étant d'offrir aux chercheurs du projet "Nopoor" des connaissances pour de meilleures politiques de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'aux autres acteurs et partenaires, une plateforme d'échange

et de partage de connaissances et d'expérience produites dans le cadre de ce programme. Compte tenu de l'envergure du projet Nopoor, plus de 500 personnes, notamment, des membres d'institutions internationales, d'ONG, d'universités..., ont pu suivre la conférence en direct sur Internet, à travers le monde.

Il est ressorti de cette rencontre que l'économie sénégalaise connaît des épisodes de croissance relativement forte dont il est difficile d'évaluer l'impact sur la pauvreté, faute de données précises permettant de suivre les mouvements d'entrée et de sortie de la pauvreté. L'une des explications de cette situation réside dans le fait que les ménages et les individus pauvres sont constitués de groupes hétérogènes qu'il est difficile d'identifier et de suivre par les méthodes d'approche classiques de la pauvreté s'appuyant sur des données en coupe instantanée.

■ LE CRES ABRITE UN ATELIER DU PROJET « ZERO FAIM »



Pr Ndiro Ndiaye

Du 17 au 30 mai, s'est tenue au CRES, une série de rencontres animées par le professeur Ndiro Ndiaye, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Zéro faim ». Ces rencontres ont été organisées par l'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLD), en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial et le soutien de l'Etat du Sénégal et du CRES.

Plusieurs institutions ont été représentées, dont le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales à travers ses services sectoriels, le Comité National d'Action Sociale (CNAS), la Direction de l'Analyse de la Prévention et des Statistiques Agricoles (DAPSA), l'ONUDI/PCP, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Centre de Recherche en Economie et Finance Appliquées de Thiès (CREG UNFPA), Femme Développement Entreprise en Afrique (FDEA/Microfinance), la Délégation Générale à la Protection Sociale et à la Solidarité Nationale (DGPSSN), l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), l'Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole (ANIDA), la Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS), Action Contre la Faim, L'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO/WAWA).

Les travaux ont porté, entre autres, sur :

1. la protection sociale au Sénégal : portées et limites ;
2. la résilience des populations face aux risques d'insécurité alimentaire ;
3. L'évaluation de la vulnérabilité des couches sociales ;
4. la mise à l'échelle des mécanismes existants et la formulation de réformes pour combler les déficits identifiés.

L'année 2017 a été marquée par de nombreuses publications essentiellement constituées d'articles scientifiques, de documents de recherche et rapports d'études de de recherches.

ANNÉE 2017	A CONSULTER		
	Sur le site du CRES	A la Direction de la Communication	Contacteur l'auteur

Articles publiés dans des revues académiques

1.	Do firms learn by exporting or learn to export? Evidence from Senegalese manufacturing firms, <i>Journal of African Development</i> , 19 (1):]2017. <i>Auteur : Fatou Cissé</i>			X
2.	Agricultural Transformation in Senegal: Impacts of an integrated program. ANIDA, Partnership for Economic Policy (PEP) (www.pep-net.org). <i>Auteurs : Abdoulaye Diagne, François J. Cabral</i>			X
3.	Risk Of Corruption For Economic Growth And Poverty: The Case Of A Developing Country in Risk Governance & Control: <i>Financial markets and institutions</i> Volume, 2017. <i>Auteur : François Joseph Cabral</i>			X
4.	Global Biofuel Production and Poverty in Senegal, <i>Economics Bulletin</i> , EB-17-00157, février 2017. <i>Auteur : François J. Cabral, Fatou Cissé, Abdoulaye Diagne and Mwangi Siwa</i>			X
5.	Rainfull fluctuations and economic growth : evidence from Senegal RAAE <i>Revue of Agricultural and Applied Economics</i> , number 2, 2017. <i>Auteur : François J. Cabral</i>			X
6.	Does School Quality Matter? Primary Schools' Characteristics and Child Labor Intensity in Senegal” <i>Journal of African Development</i> (2017) 19:113–131. <i>Auteurs : Ehouman W. V., Ahouakan and Mbaye Diène</i>			X
7.	Evolution comparée de la fiscalité indirecte et des inégalités de revenus au Sénégal et au Burkina Faso. <i>The West African Economic Review</i> Vol.4 N°2-December 2017. <i>Auteur : Mbaye Diène</i>			X

Rapports d'études et de recherches

1.	Recherche et formation des ingénieurs en Afrique de l'Ouest et Centrale. <i>Auteur : Abdoulaye Diagne</i>			X
2.	Coût-bénéfice des programmes de cantines scolaires. <i>Auteurs : Abdoulaye Diagne, Yaya Ky</i>			X
3.	Evaluation du programme PAA Afrique dans la région de Kédougou au Sénégal. <i>Auteur : Unité de coordination de la FAO, Abdoulaye Diagne</i>			X
4.	Role of macroeconomic factors to maternal mortality reduction in sub-Saharan Africa. <i>Auteur : Yona Mané</i>			X
5.	Plan Sénégal Emergent et création d'emplois agricoles : simulation de la demande de travail par le secteur agricole. <i>Auteurs : Fatou Cissé, François J. Cabral, Abdoulaye Diagne</i>			X

6.	tabac : application au Sénégal et au Nigeria. <i>Auteurs : Théophile Azomahou, Raky Baldé, Abdoulaye Diagne, Yona Mané, Sory Kaba</i>			X
7.	Finances publiques et taxation du tabac en présence de variétés de marques : théorie et application au Sénégal et au Nigeria. <i>Auteurs : Théophile Azomahou, Raky Baldé, Abdoulaye Diagne, Yona Mané, Sory Kaba</i>			X
8.	Le pouvoir de marché dans l'industrie du tabac au Sénégal. <i>Auteurs : Yona Mané et Abdoulaye Diagne</i>			X

Documents de recherche (Nopoor)

1.	Les transferts d'argent des migrants contribuent-ils à la réduction de la pauvreté ? une analyse des cas du Burkina Faso, du Nigeria Et du Sénégal - Septembre 2017. <i>Auteurs : Fatou Cissé, Gaye Daffé, Bambio Yiribin</i>			X
2.	Catastrophe et pauvreté dans les pays en développement. <i>Auteur : Abdoulaye Diagne</i>			X
3.	La dynamique de la pauvreté au Sénégal. <i>Auteurs : Mamadou Dansokho, Abdoulaye Diagne, MBaye Diène, Mamadou Kharma</i>			X
4.	Quelle politique de protection sociale face à la grande vulnérabilité des ménages sénégalais ? <i>Auteurs : Gaye Daffé, Mbaye Diène</i>			X
5.	The Economic Partnership Agreement between the Eu And West Africa : Are there really benefits for West Africa? <i>Auteurs : Fatou Cisse, CRES Ismael Fofana</i>			X
6.	Protection sociale : Qu'en est-il des jeunes ni employés, ni éduqués, ni formés. <i>Auteur : François J. Cabral</i>			X
7.	Which factors lead to entry and exit of poverty? A meta-analysis on the dynamics of poverty in developing countries ? <i>Auteur : Abdoulaye Diagne(3^{ème} Version)</i>			X
8.	Determinants and processes of transitory and chronic poverty in Senegal. <i>Auteurs : Abdoulaye Diagne, Mamadou Dansokho and MBaye Diène (2^{ème} Version)</i>			X
9.	Estimating the net effects of migration and remittances on poverty and inequality in Burkina Faso, Nigeria and Senegal. <i>Auteurs : Fatou Cissé, Gaye Daffé and Bambio Yiribin</i>			X
10.	Separating migration and remittances effects on child's left behind : Evidence in the Senegalese households. <i>Auteurs : Cisse Fatou and Akim Al Mouksit,</i>			X
11.	Vulnerability and social Protection: Evidence from Senegal. <i>Auteurs : Gaye Daffe and Mbaye Diène,</i>			X

■ Le CRES fête la Journée de la Femme.



Une fois n'est pas coutume, le Pr Diagne servant à manger aux femmes du CRES.

A l'instar de la communauté internationale, le CRES a fêté la journée de la Femme, le 8 mars 2017, avec son personnel, toutes catégories confondues. Prenant la parole au nom des femmes, Mme Sokhna Thiam a magnifié cette tradition et a affirmé l'engagement des femmes au côté de leurs collègues hommes pour faire du CRES une institution forte et performante. Les efforts consentis par l'Institution sont reconnus, le nombre de femmes s'accroît d'année en année. Elle a aussi affirmé la motivation de celles-ci à progresser dans leurs carrières et à assumer beaucoup plus de responsabilités.

A sa suite, le Directeur du CRES a rendu hommage aux femmes du CRES pour leur bravoure et leur sens élevé du devoir. A côté de leurs collègues hommes, celles-ci s'acquittent efficacement des tâches qui leur sont confiées, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs visés dans les différents projets et programmes et à la montée en puissance du CRES. Le Pr Diagne les a exhortées à redoubler d'effort avant de demander aux hommes présents de sacrifier à la tradition qui veut que, durant cette journée, ce soit les hommes qui servent les femmes. Les hommes se sont pliés avec beaucoup de plaisir à cette tradition en allant au buffet remplir les assiettes de femmes et en venant les leur remettre.

■ CRES respecte la tradition de partage et de solidarité du Ramadan.



Le personnel attendant la distribution des paniers-ndogou

Le CRES a, une nouvelle fois, respecté une tradition de partage et de solidarité, en organisant une cérémonie de dons de paniers-ndogou à l'occasion du Ramadan. L'ensemble du personnel administratif et technique ainsi que les chercheurs ont reçu en cette occasion, un joli panier, garni de divers produits prisés pendant ce mois béni. Plus qu'une simple distribution, la cérémonie a été l'occasion de raffermir et de réitérer les liens d'amitié et de fraternité qu'entretiennent les différents membres de l'institution.

Ainsi, M. Boudy Sarr, dans son discours, au nom du personnel, n'a pas manqué de souligner l'excellence des rapports qui lient les membres du CRES, ainsi que l'ambiance professionnelle apaisée et stimulante qui y règne. Si une telle atmosphère est possible, c'est surtout grâce à l'implication de l'équipe dirigeante, en particulier, celle de son directeur exécutif, le professeur Abdoulaye Diagne qui ne ménage aucun effort pour mettre le personnel dans les meilleures conditions de travail.

A la suite de M. Sarr, le professeur Diagne a prononcé quelques mots de remerciement à l'endroit de l'ensemble des équipes, en ne manquant pas de rappeler que le CRES est, avant tout, une famille qu'il est très honoré de diriger. Il a ensuite exprimé toute sa satisfaction et formulé des encouragements en direction du personnel.

A signaler la présence de l'équipe du projet « Vivre avec l'eau » avec, à sa tête, son directeur technique, M. Diassé.

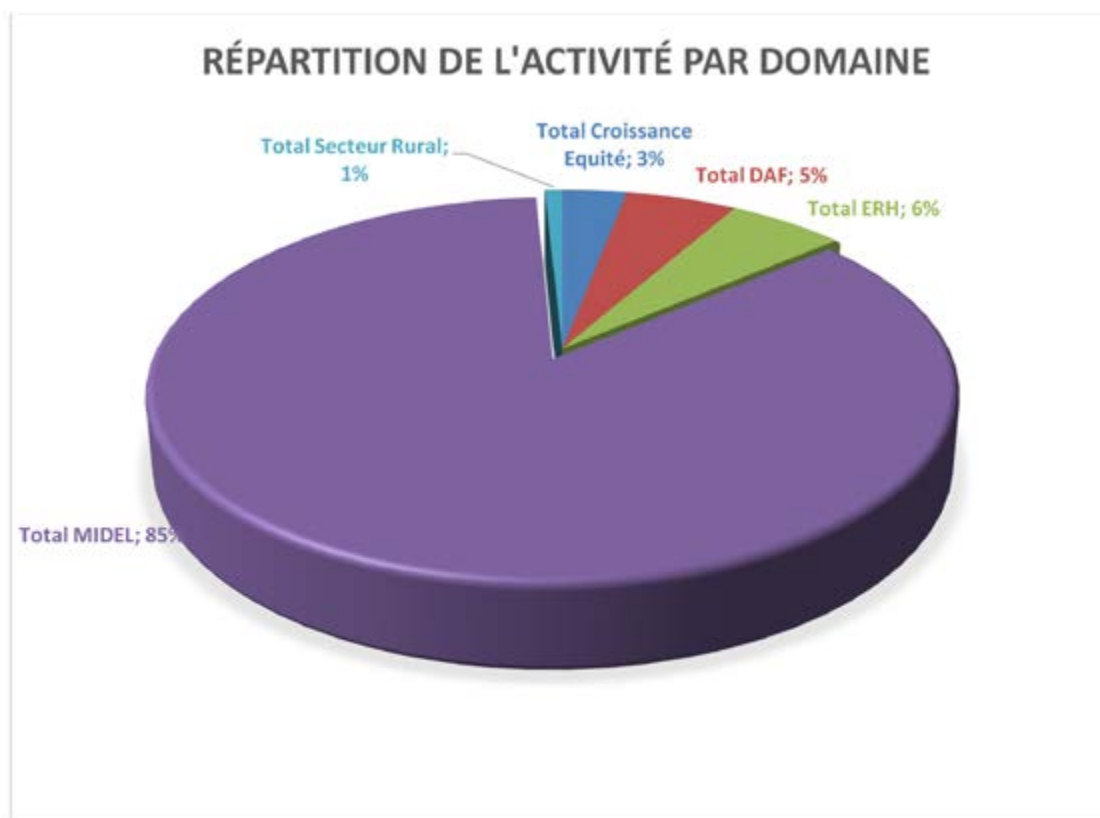
GOVERNANCE ET PERFORMANCES ORGANISATIONNELLES

L'exercice 2016 a été la quatrième année de mise en œuvre du second plan stratégique du CRES. Durant cette année, le Conseil d'Administration du CRES s'est réuni le 25 mai 2017 pour statuer sur les points à l'ordre du jour, c'est-à-dire : (1) l'approbation des procès-verbaux de réunion du Conseil d'Administration du 31 mai 2016, (2) l'arrêté des comptes au 31 décembre 2015, (3) l'adoption du rapport d'activités annuel 2016, (4) et l'adoption du Plan d'opération et du budget annuel.

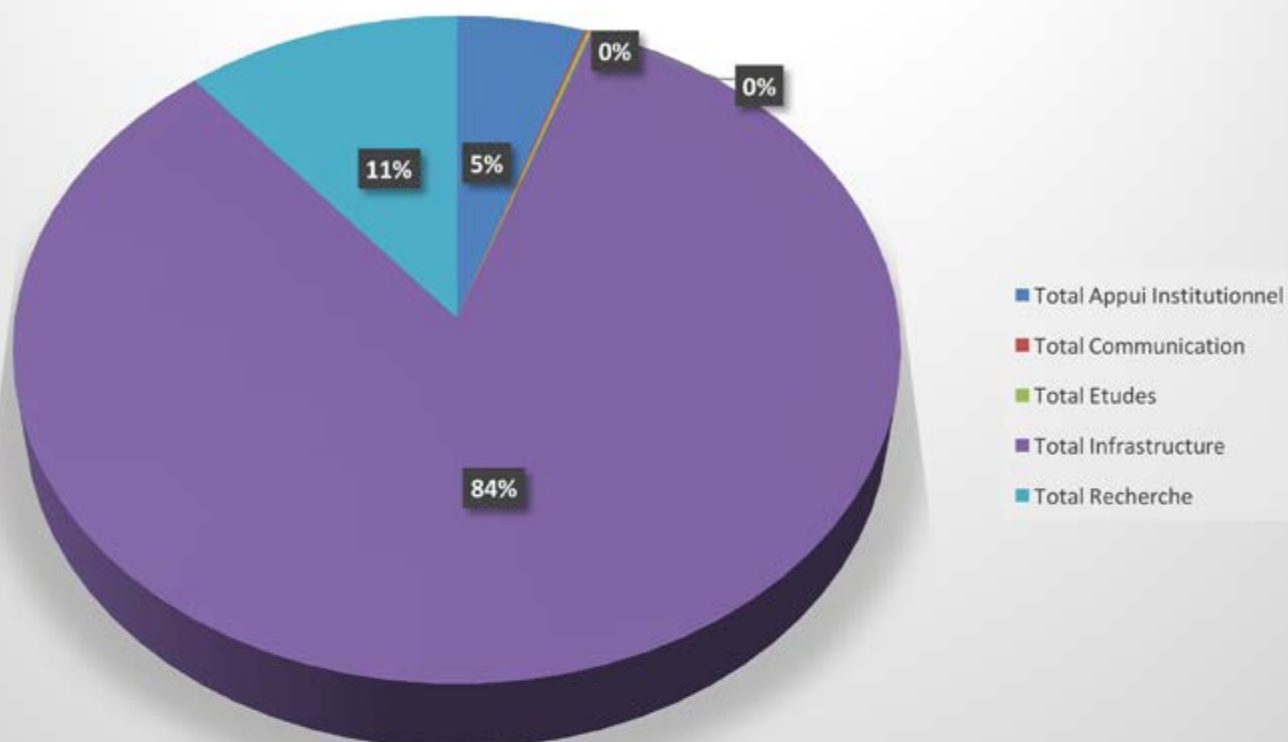
Les conclusions de ce Conseil sont retracées dans le procès verbal élaboré à cet effet.

Les comptes du CRES au 31 décembre 2016 ont été revus par le cabinet KPMG. Cet audit, effectué selon les normes professionnelles généralement admises au plan international et telles que définies par l'IFAC, a abouti à une certification des comptes.

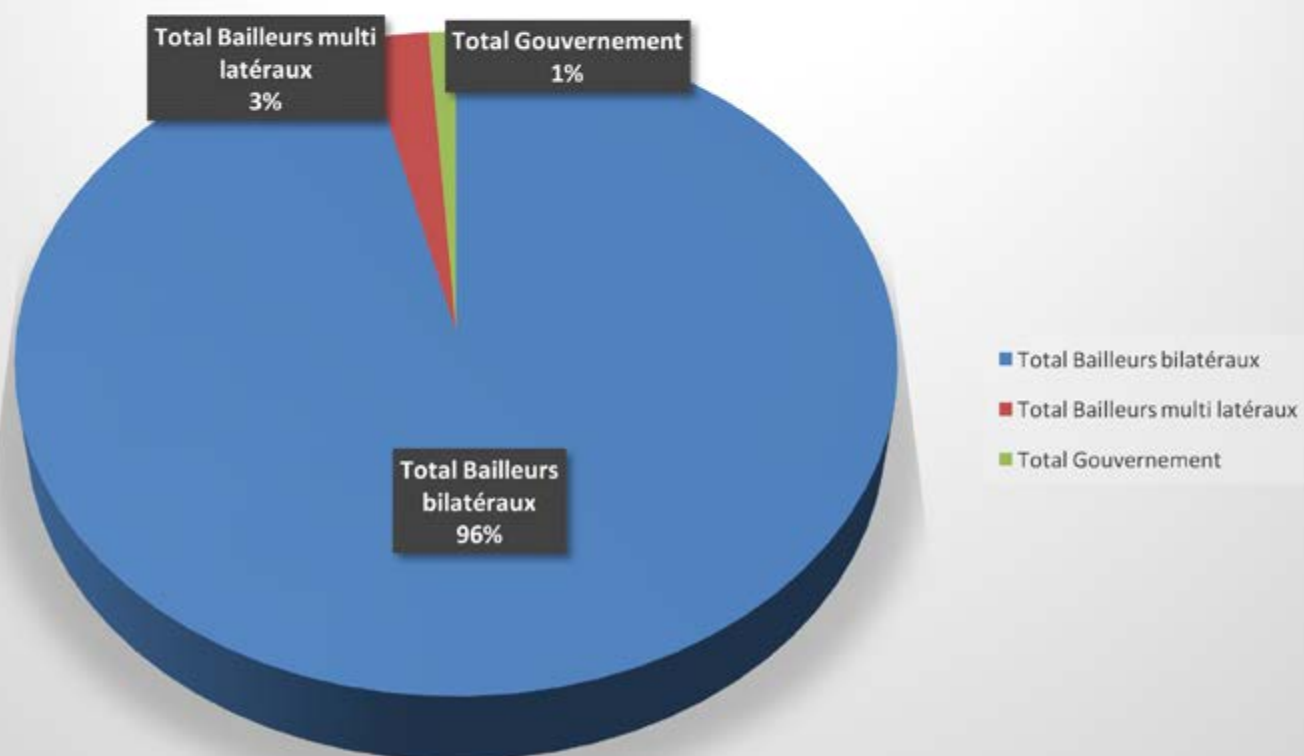
L'exercice 2017 est marqué par l'intensification des activités du projet «Vivre Avec l'Eau» qui a mobilisé l'essentiel des ressources du CRES.



Répartition de l'activité par secteur



Répartition de l'activité par source de financement



PROMOTION DES JEUNES PAR L'ACCUEIL DE DOCTORANTS ET STAGIAIRES

Makhtar SECK

Université de Paris 1, assiste le Pr. Diagne sur deux dossiers :

- Projet d'assainissement BMGF
- Vivre avec l'eau



Odette SEYDI

Ecole normale supérieure de technologie et de management (ESTM).

Elle assiste le contrôleur de gestion Boudy Sarr sur certaines tâches telles que l'inventaire de caisse et le contrôle de pièces. Elle travaille sur les projets PAPA et Tabac.



Kadjovi AMAVI

Statisticien, assistant de recherche sur le projet tabac. Il appuie l'organisation et la mise en œuvre de la production des données et l'analyse des données produites. Il travaille sur le projet tabac sous la direction de Yona Mané.



Yawavi Emefa Carole KOUDJONOU

Université Clermont-Auvergne. Elle fait un stage sous la direction de Yona Mané. Son travail porte sur l'élargissement de l'espace budgétaire en faveur de la couverture maladie universelle.



Mamadou Abdoulaye DIALLO

ENSAE/Sénégal. Il fait un stage d'ingénieur statisticien économiste. Au CRES depuis juillet 2017, il travaille sous la responsabilité de Mme Fatou Cissé sur le projet : l'analyse de l'incidence des dépenses publiques au Sénégal.



Yao Thibaut KPEGLI

Université Gaston Berger de St Louis. il est assistant de recherche et travaille sur les aspects de la fiscalité dans le projet tabac (phase II)



Amy TALL

Ecole supérieure polytechnique/UCAD Assistante comptable à la Direction administrative et financière, elle aide à la saisie des opérations, à l'établissement des états de paiement mais aussi à la tenue du registre. Amy est encadrée par le DAF, M. Badji.





CRES, Rue 10 Prolongée Cité Iba Ndiaye Djadji
Lots 1 et 2 Pyrotechnie - Dakar Sénégal CP : 12023 - BP : 7988, Dakar Médina
Tél : (221) 33 864 77 57 - Fax : (221) 33 864 77 58
Email : cres@cres-sn.org - Information : contact@cres-sn.org
Site web : www.cres-sn.org